

Sahel. Pour une réforme radicale des armées nationales

Parti pris · Au Mali comme au Burkina Faso, le primat donné à la réponse militaire face aux insurrections djihadistes est, sous les formes actuelles, un échec. Pour l'anthropologue Jean-Pierre Olivier de Sardan, il est temps de réfléchir à d'autres voies. Une des pistes pourrait être d'établir des « zones libérées » par des armées réformées en profondeur, proches des populations et respectueuses des droits humains.

> **JEAN-PIERRE OLIVIER DE SARDAN** > 24 MARS 2023

LE DJIHADISME AU SAHEL A ACTUELLEMENT

deux caractéristiques fondamentales. Il

progressive partout, non seulement dans les

deux pays où il est déjà très fort (Mali et

Burkina Faso) et au Niger dans les zones frontalières de l'Ouest et de l'Est, mais

aussi en élargissant peu à peu ses opérations et son implantation vers le Sud (Nord

musulman du [Bénin](#), du Ghana, du Togo, de la Côte d'Ivoire). Et partout où il est

présent de façon significative, dans les vastes zones rurales qui échappent

désormais à l'autorité des États de la région, il impose une forme spécifique de

régulation / contrôle / propagande / racket / répression / terreur – un

« gouvernement indirect ».

À l'évidence, il faudrait des solutions militaires nouvelles. Il faut une restauration des services publics, un retour réel de l'État (un État protecteur et non racketteur), des projets de développement et de l'assistance humanitaire. Il faut aussi une main

Cet article a été initialement publié sur le site de Wathi, un groupe de réflexion citoyen basé à Dakar.

tendue à ceux qui acceptent de quitter les rangs djihadistes, et des négociations avec les insurgés, au moins les plus présentables, les plus aptes à des compromis, les mieux insérés au sein des populations locales, dans la mesure où les insurrections djihadistes ne sont plus uniquement des phénomènes importés comme au début (elles le restent néanmoins pour une part), mais où elles sont aussi devenues des phénomènes endogènes, recrutant significativement au sein des populations locales.

L'ÉCHEC DES RÉPONSES MILITAIRES CONVENTIONNELLES

Jusqu'à ce jour, les réponses militaires conventionnelles ont échoué dramatiquement à enrayer la dynamique djihadiste, essentiellement au Mali et au [Burkina Faso](#), et dans une moindre mesure au Niger. C'est un fait indéniable. Pour le Mali, du fait de l'importance qu'avait pris la force Barkhane, c'est à cette dernière que [l'échec](#) est assez naturellement imputé. Cet échec s'explique par un fonctionnement en enclave, une coopération très insuffisante avec l'armée malienne, une méconnaissance des réalités locales, des moyens lourds inefficaces, et enfin une [coopération équivoque et malvenue](#) avec des milices touarègues qui a alimenté les théories du complot déjà populaires au Mali du fait des complaisances antérieures françaises envers les indépendantistes touaregs.

Cependant, il ne faudrait pas pour autant oublier deux autres facteurs majeurs de la faillite militaire au Mali. Il y a d'abord une absence de mobilisation « réelle » de la part des forces internationales. Cette absence transparait dans l'inaction de la Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), aussi coûteuse que peu opérationnelle ; dans l'absence du G5 Sahel ; ou encore dans la faible effectivité de la force Takuba. Nous avons ensuite la situation de l'armée malienne qui est désastreuse. Cette dernière a été délaissée sous l'ancien président Alpha Oumar Konaré (1992-2002). Elle est devenue massivement corrompue, inefficace et affairiste sous Amadou Toumani Touré (2002-2012), puis laissée en l'état par Ibrahim Boubacar Keïta (2013-2020). Malgré de gros investissements extérieurs depuis 20 ans en moyens et en formations (États-Unis, Union européenne, France), les Forces armées maliennes (FAMA) sont incapables d'occuper efficacement le terrain, de faire front face aux djihadistes, et moins encore de récupérer les territoires abandonnés (bien que la propagande officielle prétende le contraire). On voit mal les livraisons d'armes russes modifier significativement la situation.

Quant au Burkina Faso, l'histoire est différente pour un résultat identique. On ne peut cette fois imputer ni à la France ni aux autres partenaires la progression djihadiste. C'est clairement la stratégie sécuritaire du régime de Blaise Compaoré qui porte la plus lourde responsabilité. L'ancien dictateur a contribué à déstabiliser la région en étant impliqué dans les trafics d'armes et d'otages et dans l'accueil de chefs des rébellions armées régionales. De surcroît, en concentrant tous les moyens sur le fameux régiment de sécurité présidentielle (RSP) chargé de sa protection, et

en délaissant systématiquement le reste de l'armée (privée même de munitions), l'ancien dictateur a détruit le système militaire burkinabé. Le RSP ayant été dissous avec le retour de la démocratie, il n'est plus rien resté avec l'ancien président Roch Marc Christian Kaboré, qui n'a pas été en mesure (ou n'a pas essayé) de reconstituer une armée digne de ce nom.

Pourtant j'ai toujours pensé, et je pense encore, comme la plupart des intellectuels africains, comme la plupart des militants des ONG, comme la plupart des professionnels du développement, que la solution à la crise sahélienne ne peut être seulement militaire.

FUITE EN AVANT

Ces insurrections radicales et sanglantes jouent sur la terreur, tout en bénéficiant de certains soutiens populaires sectoriels dans les deux pays (surtout au sein de couches sociales marginalisées ou discriminées). Dans ce contexte, seules des armées nationales fortes, efficaces, protectrices, soucieuses de se rallier les populations et proches de celles-ci peuvent reprendre l'initiative, sécuriser des espaces actuellement abandonnés, et créer un rapport de force favorable, susceptible dans un second temps d'aboutir à [d'éventuelles négociations politiques](#) avec une partie significative des insurgés. Au Mali comme au Burkina Faso, on en est très loin, et on voit bien peu de lueurs d'espoir.

Le départ des troupes françaises du Mali aurait pu être très positif, s'il avait ouvert la voie à une réforme radicale de l'armée malienne. Hélas, la politique suivie par les militaires et l'arrivée du groupe paramilitaire privé russe Wagner vont exactement dans la direction inverse. Toute réorganisation de l'armée malienne devrait passer par une lutte contre la corruption interne et l'affairisme de sa hiérarchie – réorganisation dont on ne voit hélas aucun signe crédible à ce jour. Au contraire, le groupe Wagner est connu pour sa corruption et son affairisme (main basse sur les mines).

Toute réorganisation de l'armée malienne devrait passer par la promotion de bonnes relations avec les populations et une lutte résolue contre les sévices et les représailles. Au contraire, le groupe Wagner est connu pour sa [brutalité extrême](#) envers les populations. Son arrivée éventuelle au Burkina Faso aurait évidemment les mêmes effets délétères.

UNE AIDE INEFFICACE

Venons alors aux alternatives « non militaires » souvent évoquées face à cette situation catastrophique : d'une part la solution politique (les négociations) ; d'autre part le développement ; et enfin le « retour de l'État ». Des négociations locales ont parfois été menées entre représentants des populations et djihadistes, là où des affrontements sanglants avaient lieu de façon régulière entre les insurgés et des milices locales (par exemple dans le Mali central). Ces négociations ont pour but

d'aboutir à des accords de cessez-le-feu et de cohabitation. Cependant, on doit constater que la paix locale – objectif essentiel de ces négociations – a été à peu près partout échangée contre une légitimation de la mainmise des djihadistes sur la vie sociale et économique de la région, une quasi-reconnaissance de leur gouvernement indirect. Il est difficile d'y voir une solution d'avenir, sauf si cet avenir est la création d'un État islamiste.

Du côté des projets de développement, avant même la crise sahélienne actuelle, le Nord-Mali, le Nord-Burkina Faso et le Nord-Niger ont connu un déferlement massif d'aides en développement et d'aides humanitaires. Ces aides ont été impulsées par les bailleurs de fonds internationaux, que ce soit face à des crises alimentaires récurrentes ou pour soutenir les accords de paix avec les rébellions touarègues successives. Elles se sont accentuées avec l'accueil des réfugiés lié à l'avancée djihadiste. Il y a parfois un déferlement humanitaire qui n'est pas sans avoir divers effets pervers : dépendance accrue, méconnaissance des contextes locaux, hausse des prix, détournements au profit des djihadistes.

Néanmoins, les ONG jouent un rôle économique important : distributions de vivres, de crédits, de subventions pour des millions de personnes, et fourniture de dizaines de milliers d'emplois. Leur mise en cause par le pouvoir malien a évidemment des conséquences très négatives pour les populations concernées. Cependant, il faut reconnaître que ces aides n'ont en rien freiné la progression des insurrections et ne sont pas en mesure de le faire. Dans les zones de plus en plus vastes sous gouvernement indirect djihadiste, les activités des ONG sont parfois tolérées. Elles peuvent faire l'objet d'accords, mais dans tous les cas elles restent *de facto* sous le contrôle des insurgés, et ne menacent en rien leur pouvoir. Dans le meilleur des cas, elles n'ont d'efficacité que palliative, pour secourir des populations en situation catastrophique.

UN « ÉTAT RÉEL » EN RECUL

Quant au retour d'un « État réel », que certains appelleront construction, reconstruction ou renforcement, il se fait attendre (aujourd'hui l'État réel recule partout) ou alors il est souvent factice. Le système du gouvernement indirect djihadiste est pragmatique. Il ne plante pas de drapeau et ne nomme pas de nouvelles autorités. Si le plus souvent chefs de cantons et maires ont fui, il tolère les chefs de village pour autant qu'ils ne collaborent pas avec les forces de sécurité nationales et qu'ils se soumettent à certaines exigences (paiement d'une dîme ou d'un impôt, prélèvement de bétail, circuits d'approvisionnements des djihadistes en vivres ou en carburant, etc.).

Il accepte dans les petites villes rurales le maintien de « signes extérieurs d'État » (drapeau, sous-préfecture, mairie) s'ils sont protégés par des postes militaires dissuasifs, en se réservant le contrôle des campagnes environnantes (au Burkina, on assiste à un blocus de plusieurs villes). Il encourage à certaines conditions la poursuite des activités sanitaires, ne serait-ce que pour permettre aux djihadistes

et à leurs familles de bénéficier de soins.

Il favorise la tenue des marchés où les djihadistes s'approvisionnent et vendent le bétail qu'ils ont volé. Il rend parfois la justice. Il surveille l'habillement, fait des prêches et encadre les mosquées. Il interdit la consommation de tabac, d'alcool et de kola, ainsi que le travail des femmes. Par contre, il prend pour cible systématique les écoles, les corps en tenue, et liquide ceux qui collaborent avec les forces de sécurité ou qui participent à des milices d'autodéfense, avec parfois des massacres indiscriminés à l'appui.

Dans les zones sous gouvernance djihadiste indirecte, qui étaient en général marginalisées depuis longtemps, l'État n'a plus d'autorité réelle, même s'il peut donner parfois l'illusion d'une présence formelle. Les forces armées nationales n'y interviennent pas en permanence, elles n'y font que des incursions et restent le plus souvent cantonnées à la périphérie, sur la défensive.

LA PEUR AU QUOTIDIEN

L'absence de moyens humains et logistiques ne permet ni présence permanente ni patrouilles régulières dans les villages, et la coordination entre autorités départementales et autorités militaires est bien souvent défailante. La plupart des fonctionnaires et une partie des habitants ont fui. Ceux qui restent sont obligés de se plier aux consignes djihadistes. Ces espaces sont donc « désécurisés », et c'est pour l'essentiel la peur qui domine la vie quotidienne. Chacun se méfie de son voisin, parfois même de ses enfants. Autrement dit, la gouvernance djihadiste repose sur deux piliers indissociables : la terreur et l'absence dramatique des services publics. La délivrance aux populations d'un service public de sécurité effectif et durable est alors la priorité absolue pour s'attaquer simultanément à ces deux piliers.

Projets de développement, retour de l'État et négociations ne sont donc pas des remèdes miracles, et sont des stratégies inefficaces si elles sont menées seules, indépendamment du registre militaire et sécuritaire. Elles ne freinent pas la progression djihadiste, et peuvent même la conforter. Dans des contextes où la présence souterraine des djihadistes prend la forme d'un gouvernement indirect, toute stabilisation de cette situation rend les stratégies non militaires inefficaces. De même, les stratégies militaires de type sporadique (opérations ponctuelles, ratissages épisodiques, démonstrations de force exceptionnelles) sont elles aussi inefficaces car elles n'apportent aucune sécurité aux populations.

Les stratégies non militaires ne peuvent porter des fruits que si, en même temps, dans les localités où elles sont déployées, des périmètres étatiques sécurisés de façon permanente et fiable ont été établis, par des moyens nécessairement militaires et sécuritaires, mais avant tout au bénéfice des populations. Il faut, autrement dit, créer des « zones libérées », libérées du gouvernement indirect des djihadistes, où le bien public « sécurité » sera délivré aux populations avec une

qualité suffisante à leurs yeux.

CONSTRUIRE DES « ZONES LIBÉRÉES »

La solution militaire seule est inefficace dans une guerre asymétrique comme celle qui dévaste le Sahel. Mais les solutions non militaires seules le sont aussi. Tout le problème est la connexion réelle entre les unes et les autres. Car elles sont souvent plus connectées dans les mots que sur le terrain.

Pour que les projets de développement et le retour de l'État fassent sens et gagnent « les cœurs et les esprits », il faut impérativement une présence militaire et sécuritaire plurielle. Elle doit intégrer l'armée, les forces de sécurité intérieure, les corps en tenue et la justice. Et ce dans le but de bloquer toute infiltration djihadiste, excluant tout gouvernement indirect, et d'être capable d'ouvrir la voie aux autres services et aux projets de développement. De même, il faut des rapports de force militaires favorables pour que des négociations politiques bénéfiques pour les populations puissent s'ouvrir.

Le concept de « zone libérée » permet une comparaison intéressante avec les mouvements révolutionnaires de la fin du XX^e siècle. On peut notamment penser aux stratégies victorieuses de la « guerre du peuple » mises en œuvre en Chine (contre l'occupation japonaise) et au Viêt Nam (contre le colonialisme français puis l'intervention américaine), et théorisées par Mao Tse-toung et le général Giáp ¹ .

Lors de la guerre opposant le Front national de libération du Sud Viêt Nam (FLN) aux Américains, les États-Unis ont perdu malgré l'immensité et la barbarie des moyens militaires qu'ils avaient mis en œuvre. L'essentiel de la violence et la terreur était imputable à l'US Army, c'est-à-dire à un envahisseur extérieur (avec la complicité de forces politiques internes minoritaires). La construction de zones libérées était le fait du FLN. C'était lui qui, dans ces zones, assurait, par des moyens militaires particuliers (une armée « du peuple » qui était dans la population « comme un poisson dans l'eau »), une sécurité aux populations face aux massacres ennemis.

COMME DES POISSONS DANS L'EAU

Aujourd'hui, comme en témoignent toutes les enquêtes de terrain, la violence et la terreur sont largement considérées par les habitants du monde rural sahélien comme relevant d'envahisseurs djihadistes (même si des jeunes locaux sont de plus en plus recrutés, ce qui complique la donne). La demande populaire de sécurité, très forte, s'adresse d'abord et avant tout à l'État national. Chacun se plaint de son absence, et condamne sa faillite sécuritaire. Chacun souhaite pouvoir vivre à nouveau dans un espace sécurisé.

Mais qui peut apporter cette sécurité disparue ? Seules les armées nationales et les forces de sécurité intérieure des pays sahéliens peuvent construire des « zones

libérées ». Aucune intervention extérieure ne peut évidemment jouer ce rôle, il ne peut s'agir que d'appuis, les autorités nationales étant au poste de pilotage. Seules les armées nationales, incluant des ressortissants des zones à libérer, peuvent être des « poissons dans l'eau ». Barkhane était hors de l'eau, Wagner est un prédateur dans l'eau. Mais les armées nationales ont encore un long, parfois très long chemin à parcourir dans ce sens. Dans les régions périphériques des pays sahéliens, les rapports des militaires, et plus généralement des « bureaucrates en uniforme » et des fonctionnaires venus de la capitale, avec les populations locales, ont trop souvent relevé depuis des décennies du mépris, de la discrimination, de la brutalité ou du racket.



Des soldats de l'armée malienne, en décembre 2015, à Ansongo.
© Fred Marie / Shutterstock

Une triple condition s'impose alors pour mettre fin à la gouvernance indirecte dans une zone donnée. Il faut que les forces armées, les forces spéciales et les forces de sécurité intérieure s'y comportent systématiquement de façon bienveillante et protectrice à l'égard des populations (être un poisson dans l'eau). Il faut qu'elles y assurent une présence sécuritaire permanente, dense, fiable (autrement dit non épisodique). Enfin, Il faut que le retour des services de l'État et des projets de développement y accompagne la sécurisation (intégrer sur le terrain le militaire et le non-militaire). La réouverture des écoles dans la durée sera à cet égard un indicateur majeur. Ce processus ne peut se faire qu'étape par étape, pas à pas, zone après zone.

LE NIGER POURRA-T-IL ÊTRE UN EXEMPLE À SUIVRE ?

Une réforme radicale des armées sahéliennes est indispensable non seulement sur un plan proprement militaire, mais aussi pour améliorer significativement leurs relations avec les populations locales. Il faut donc un changement en profondeur de

la culture militaire. On voit à quel point les exactions commises parfois par les militaires nationaux sur les populations vont à l'encontre d'un tel objectif et sont inacceptables et injustifiables. Les nier ou les minimiser, c'est faire le jeu des djihadistes, c'est donner une certaine légitimité à leur gouvernement indirect, c'est les aider à recruter des jeunes au sein des groupes victimes de ces exactions. Il en est de même avec les milices locales, qui entretiennent souvent les haines intercommunautaires.

La situation actuelle au Mali et au Burkina n'incite guère à l'optimisme. Une réforme radicale et efficace des armées nationales semble loin d'être à l'ordre du jour, d'autant que les militaires une fois au pouvoir ont d'autres préoccupations, d'autres priorités... Le seul rayon d'espoir à cet égard est sans doute le Niger. La situation au Niger a divers points communs avec celle qui règne au Mali et au Burkina. La gouvernance indirecte djihadiste s'y est installée dans une grande partie (onze départements sur treize) de la région de Tillabéry (dans l'ouest du pays), d'autant plus que les frontières avec le Burkina Faso et le Mali ont été désertées par les forces armées maliennes et burkinabè.

L'armée nigérienne n'est pas non plus parfaite, loin de là, elle n'est pas exempte de corruption, de brutalités contre les populations, de favoritisme politique, de divisions internes. Des réformes en son sein sont nécessaires. Mais elle est incontestablement plus solide et plus opérationnelle que les armées malienne et burkinabè. Elle a vaincu en son temps la seconde rébellion touarègue du Mouvement des nigériens pour la justice (MNJ). Elle a réussi à contenir [Boko Haram](#) du côté de Diffa (la coopération entre autres avec l'armée nigérienne ayant joué un rôle positif). Elle a même réussi à « libérer » quelques alentours de la ville en incorporant dans ses rangs des recrues locales. Elle a en outre placé sans ambiguïté les appuis militaires français sous son commandement direct.

Peut-elle réussir à « libérer » dans l'ouest du pays des zones actuellement sous gouvernement indirect, afin d'y combiner stratégies non militaires et militaires, aux portes du Mali et du Niger ? Et déjà libérer une première zone ? Ce n'est pas gagné, loin de là, mais ce serait une grande première pour la crise sahélienne. Ce serait aussi un message d'espoir pour les peuples burkinabé et malien (et une incitation majeure à la réforme indispensable de leurs armées), si la preuve était enfin faite qu'à certaines conditions une guerre populaire contre le djihadisme peut remporter des victoires, qu'une armée nationale compétente et bienveillante peut collaborer avec les populations pour leur offrir une sécurité de proximité fiable dans des espaces ruraux délivrés de la peur, et qu'un État protecteur peut délivrer simultanément plusieurs services de qualité dans les zones ainsi libérées.

JEAN-PIERRE OLIVIER DE SARDAN

Jean-Pierre Olivier de Sardan est un anthropologue, directeur de

recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique...

(suite)

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Afrique XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

- ¹ Chef de l'Armée populaire vietnamienne pendant la guerre d'Indochine et ministre de la Défense du Nord Viêt Nam durant la guerre du Viêt Nam, Võ Nguyên Giáp est connu pour être le vainqueur de la bataille de Điện Biên Phủ (1954), qui a sonné la défaite et le départ des Français d'Indochine.